

## **Northwest Territories Literacy Council**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

L'alphabétisme, parmi d'autres compétences essentielles, constitue la base d'une main-d'œuvre dynamique, un facteur qui sous-tend une reprise économique durable et la croissance économique à l'échelle locale, régionale et nationale. Un faible niveau de compétences essentielles entraîne des coûts économiques et sociaux : des mesures visant le développement de ces compétences permettront de soutenir la reprise et la croissance. L'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA) de 2003 décrit plusieurs niveaux de compétences : • Niveaux 1 et 2 : compétences nécessaires pour travailler dans la société du savoir actuelle; • Niveau 3 : compétences adéquates pour le monde d'aujourd'hui; • Niveaux 4 et 5 : compétences élevées. Les résultats de l'EIACA indiquent qu'environ 42 % de la population canadienne n'a pas les compétences nécessaires pour travailler dans le monde d'aujourd'hui, c'est-à-dire qu'ils ne possèdent pas les compétences de niveau 3. Dans les T.N.-O., le pourcentage en général de personnes ne possédant pas des capacités de lecture et d'écriture adéquates reflète les statistiques nationales. Toutefois, ce pourcentage n'est pas le même pour les populations autochtones et non autochtones. On a documenté l'impact des investissements dans les initiatives d'alphabétisation : • une augmentation de 1 % du niveau d'alphabétisme stimule l'économie nationale au point d'engendrer des revenus supplémentaires de 32 milliards de dollars; • une augmentation de 1 % du niveau d'alphabétisme entraîne une augmentation de la productivité de 2,5 % (Groupe Financier Banque TD : Ne négligeons pas l'alphabétisme : Appel à l'action). On ne devrait pas considérer le financement de l'alphabétisation et du développement d'autres compétences comme un coût, mais plutôt comme un investissement dans l'avenir du Canada. Par conséquent, nous recommandons au gouvernement du Canada d'adopter les mesures suivantes : 1) continuer à investir dans les centres d'excellences provinciaux et territoriaux qui soutiennent l'alphabétisation et le développement des compétences essentielles (c'est-à-dire, les coalitions d'alphabétisation); 2) renouveler les ententes sur le marché du travail et les ententes sur le développement du marché du travail avec les provinces et les territoires, et les renforcer en s'assurant que l'alphabétisation et le développement des compétences en font partie intégrante; 3) faire de même avec les ententes sur la Stratégie de formation pour les compétences et l'emploi destinée aux autochtones (SFCEA); 4) se concentrer sur les domaines qui rapporteront un rendement d'investissement élevé, comme la petite enfance et l'alphabétisation des jeunes. Les deux groupes représentent l'avenir de l'économie. Si près de la moitié de nos jeunes n'ont pas les compétences requises pour affronter les réalités du monde du travail actuel, c'est toute la population canadienne et l'économie qui en souffriront.

## **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

La création d'emplois dépend de la présence d'une main-d'œuvre dynamique. L'amélioration du niveau d'alphabétisme de ceux et celles qui disposent des compétences les moins élevées jusqu'aux deux niveaux supérieurs entraînerait une augmentation de l'emploi de plus de 800 000 postes (ce qui équivaut à près de 3,5 années de création d'emplois, selon Craig Alexander, économiste en chef du Groupe Financier Banque TD). Bien que cela soit probablement une évaluation optimiste de la situation actuelle, il ne fait aucun doute qu'un niveau d'alphabétisme élevé aura un impact sur la quantité et la qualité des résultats obtenus sur le marché du travail, y compris sur la croissance économique (Groupe Financier Banque TD : Ne négligeons pas l'alphabétisme : Appel à l'action). Aujourd'hui, un niveau de compétences élevé est nécessaire peu importe le poste à remplir, y compris les postes de premier échelon, quel que soit le secteur de l'économie. Par conséquent, nous recommandons au gouvernement du Canada d'adopter l'approche suivante : 1) par le biais d'une stratégie d'alphabétisation pancanadienne, soutenir l'apprentissage des adultes pour permettre à ces derniers d'augmenter leur niveau d'alphabétisme.

## **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

Le segment de population des Autochtones est celui dont la croissance est la plus rapide au Canada; son taux de croissance est deux fois plus élevé que celui des autres segments. Dans les T.N.-O., la population autochtone constitue près de la moitié de la population totale. Toutefois, il existe un écart considérable entre le niveau d'alphabétisme de la population autochtone et celui de la population non autochtone. Près de 69 % de la population non autochtone détient un niveau d'alphabétisme se situant du niveau 3 aux niveaux supérieurs (EIACA), soit ce qui est nécessaire afin de prospérer au sein de l'économie d'aujourd'hui. De l'autre côté, 69 % de la population autochtone ne satisfait pas aux exigences du niveau 3. Le gouvernement du Canada, en partenariat avec les provinces et les territoires, doit se concentrer davantage sur les enjeux de l'éducation du peuple autochtone. Ce segment de la population représente un grand bassin potentiel de main-d'œuvre. L'augmentation de son niveau de compétences atténuerait les pénuries de main-d'œuvre. Selon l'EIACA, plusieurs travailleurs embauchés ont un très faible niveau de compétences. Dans les T.N.-O., près de 40 % de ces employés ont un niveau de compétence inférieur au niveau 3. Les lacunes sur le plan des capacités de lecture et d'écriture sont non seulement un obstacle à l'emploi, mais aussi une entrave à la formation en milieu de travail. Dans toutes les provinces et les territoires, les personnes qui possèdent un niveau d'alphabétisme parmi les plus élevés reçoivent le plus de formation, beaucoup plus que les gens qui affichent un niveau d'alphabétisme plus faible. Selon les conclusions de l'EIACA, près de 70 % de ceux et celles qui atteignent le niveau 4 ou 5 prennent part à des séances de formation, comparativement à près de 20 % pour ceux et celles qui sont au niveau 1. Cela signifie qu'au Canada les gens qui ont le plus grand besoin de formation sont ceux qui ont le moins de chance d'y avoir accès. L'augmentation du niveau d'alphabétisme des employés qui ont un faible niveau de compétences par le biais de l'apprentissage en milieu de travail permettrait d'aborder de front la question de la pénurie de la main-d'œuvre. Par conséquent, nous recommandons au gouvernement du Canada d'adopter les mesures suivantes : 1) se

concentrer davantage sur l'éducation du peuple autochtone; 2) soutenir le développement de l'apprentissage en milieu de travail par le biais de mesures incitatives pour les employeurs et les employés.

#### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

Comme nous l'avons vu à la question 1, la productivité peut être étroitement liée à l'alphabétisme et au développement des compétences. Une augmentation de 1 % du niveau d'alphabétisme améliore la productivité de 2,5 %. Par conséquent, nous recommandons au gouvernement du Canada d'adopter l'approche suivante : 1) investir plus d'argent dans l'amélioration du niveau de compétences de base au Canada.

#### **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Dans les T.N.-O., ceux qui font face aux plus grands défis sont les jeunes et les adultes autochtones qui abandonnent l'école et ont ensuite besoin de suivre des programmes de formation pour poursuivre leurs études ou se préparer au travail (notre taux d'obtention de diplôme se situe toujours autour de 50 %, un grand nombre de personnes des T.N.-O. font partie de cette catégorie). Ils ont un niveau de compétences parmi les moins élevés et sont souvent membres de la population la plus marginalisée. Plusieurs barrières systémiques se dressent devant eux. Par exemple, ils sont incapables d'obtenir des fonds pour financer leur formation d'appoint, comme le Service d'aide financière aux étudiants et aux étudiantes. Les jeunes et les adultes qui ont abandonné précocement l'école forment une immense source inexploitée de main-d'œuvre et de potentiel, particulièrement dans les régions comme les T.N.-O. qui regroupent une grande population autochtone. De plus, on doit accorder une attention spéciale au nord du Canada, à ses besoins uniques et ses coûts excessivement élevés, de même qu'à son historique de pensionnat autochtone. Le nouveau financement destiné à améliorer la capacité de lecture et d'écriture des adultes et leur éducation de base par l'entremise de l'Agence canadienne de développement économique du Nord constitue un excellent départ pour redresser la situation. Bien que le montant de l'investissement puisse paraître substantiel, étant donné les besoins et les coûts dans le Nord, il est encore insuffisant pour relever le défi actuel. L'augmentation du niveau des compétences fondamentales est une entreprise à long terme. Par conséquent, nous recommandons au gouvernement du Canada d'adopter les mesures suivantes : 1) Développer une stratégie pancanadienne en matière d'apprentissage des adultes et travailler en partenariat avec les provinces et les territoires pour la mettre en œuvre. 2) Se concentrer davantage sur le soutien aux adultes et aux jeunes autochtones pour leur permettre d'accroître leur niveau de compétences. 3) Envisager d'accroître le soutien actuel au développement de la capacité de lecture et d'écriture des adultes et de leurs compétences de base dans le nord du Canada par l'entremise de CanNor, et reconduire l'entente pour une période de 10 ans en reconnaissance de l'ampleur de la tâche à accomplir dans le Nord.